

Document

Privée de marges de manoeuvre, l'Espagne se met à la diète (05.09)

Le Monde – 04.09

Cette année, la traditionnelle déprime de la fin des vacances risque d'être particulièrement éprouvante en Espagne. Tandis que la reprise semble montrer le bout du nez en France et en Allemagne, pays où le produit intérieur brut (PIB) a progressé au cours du deuxième trimestre, les Espagnols doivent se préparer à se serrer la ceinture et à payer plus d'impôts.

Au second trimestre, le PIB espagnol a reculé de 1,1 % par rapport à un premier trimestre déjà mauvais. On ne peut guère s'étonner que la consommation des ménages ait été inférieure de 5,6 % à son niveau du second trimestre 2008, quand on sait que le taux de chômage est passé de 11,4 % à 18,5 % de la population active entre juillet 2008 et juillet 2009. Il faut se rendre à l'évidence : la régression de l'inflation, le grand plan public de relance et la faiblesse des taux d'intérêt n'ont pas réussi à favoriser la consommation des ménages. De fait, ils doivent rembourser les dettes qu'ils ont accumulées en période d'abondance.

Ce comportement de fourmi a du bon. Entre janvier et septembre, le déficit colossal de la balance commerciale du pays a quasiment été divisé par deux. A la fin du semestre, il s'élevait à 34 milliards d'euros, soit 3 % du PIB. Mais le douloureux processus de réajustement n'est pas encore arrivé à son terme, loin de là : la plupart des économistes prévoient que le déficit sera compris entre 6 % et 7 % du PIB en fin d'année.

Le gouvernement ne veut pas laisser son déficit budgétaire dérapier davantage. En juillet, il représentait déjà 4,7 % du PIB. Il pourrait franchir la barre des 10 % cette année. Hélas, ce n'est guère chose facile que de réduire les dépenses en pleine récession.

Madrid a eu le bon sens de promettre qu'il ne toucherait pas aux impôts liés au revenu. Cela ne ferait que freiner un peu plus la consommation. La dernière idée en date est de relever les taxes sur les revenus du capital, mais une telle disposition risquerait de décourager l'investissement sans pour autant réduire significativement le déficit.

Dans ce genre de situation, il est en général plus efficace de chercher à comprimer les dépenses. Mais le gouvernement central ne dispose pas d'une grande marge de manoeuvre en la matière, car, d'une part, la moitié de la dépense publique relève de l'autorité des provinces et, d'autre part, 30 % du budget sont consacrés à la sécurité sociale.

Se montrer solidaire

Cela étant, des pays comme l'Irlande ont réussi à prendre des mesures d'austérité audacieuses, en diminuant par exemple la rémunération des fonctionnaires. En Espagne, on parle de "contenir" la masse salariale de l'Etat en 2010. Les montants ne sont pas négligeables. Le simple gel du salaire des fonctionnaires en 2009 aurait permis d'économiser 6 milliards d'euros, si l'on projette la progression de 5 % du premier semestre sur l'année entière. Ce serait là une décision parfaitement accordée au discours de M. Zapatero sur la nécessité de se montrer solidaire en cette époque de crise.